

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^e trimestre 2026



PANORAMA GÉNÉRAL

Étude de défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^e trimestre 2026

14 652 défaillances au 3^e trimestre 2026 (+0,5 %)

Près de 72 000 entreprises ont fait défaut sur 12 mois

L'emballlement des défauts se calme, mais le nombre d'entreprises sinistrées reste à un niveau sans précédent



Paris, le 13 octobre 2026

Altaires, expert référent de la donnée d'entreprises, dévoile aujourd'hui les chiffres des défaillances d'entreprises en France pour le 3^e trimestre 2026.

Avec 14 652 procédures ouvertes entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre, le nombre de défaillances est quasi stabilisé à +0,5 % par rapport au 3^e trimestre de l'an passé. Un taux qui n'avait plus été observé depuis la fin de la période Covid. La baisse des liquidations directes, les bons chiffres affichés dans de nombreuses régions et la résilience des activités B2B laissent entrevoir une accalmie réelle sur le front des défauts, sans masquer la grande fragilité financière des entreprises.

Car sur 12 mois, le nombre d'entreprises défaillantes frôle le seuil record des 72 000. Les organisations les plus petites et les plus jeunes restent les plus vulnérables et les activités B2C souffrent de la dégradation du pouvoir d'achat des Français.

Thierry Millon, directeur des études Altaires :

« Ce 3^e trimestre est encore lourd : proche de 14 700 défaillances dont 7 100 sur le seul mois de septembre qui signe un nouveau record. Pourtant, le rythme de hausse ralentit fortement (+0.5%) et plusieurs activités et territoires basculent déjà dans le vert.

L'emballlement des défaillances semble donc passé mais des préoccupations demeurent notamment pour les secteurs dépendant des arbitrages budgétaires des ménages. La sinistralité s'affole encore dans l'hôtellerie restauration, les services et commerces de proximité. En particulier, les entreprises les plus jeunes et les plus petites restent les plus exposées, signe que les structures financières demeurent fragiles. Depuis le début de l'année, 52 700 entreprises ont défailli et encore près de 19 000 sont redoutées sur les trois derniers mois de l'année.

La question porte donc désormais moins sur le niveau des défaillances attendu que sur la capacité des entreprises à pouvoir restaurer durablement leurs marges et leurs fonds propres et ainsi retrouver leur potentiel d'investissement. Le pic des défaillances est peut-être derrière mais pas celui de la fragilité financière des entreprises ; la route vers un véritable redressement de l'économie est encore longue ! »

14 652 défaillances au T3 : l'emballlement se calme mais un « plateau record » s'installe

Le troisième trimestre 2026 se clôture sur 14 652 défaillances d'entreprises, en progression de 0,5 % sur un an. Une quasi-stabilisation qui tranche très nettement avec les taux observés depuis 2022 et qui confirme l'essoufflement de la montée des défaillances.

Après des hausses de 30 % à 40 % en 2022-23, et encore de 15 % en 2024, la hausse des défaillances chaque trimestre avoisine plutôt 4 % depuis 2025. **Ce 3e trimestre 2026 signe la meilleure performance, tous trimestres confondus, depuis 2022.** L'emballlement se tarit, mais il ne masque pas une fragilisation sans précédent du tissu économique français. **Sur 12 mois glissants, 72 000 organisations ont fait défaut, un niveau jamais recensé.**

Les **liquidations judiciaires** directes reculent légèrement (-1,2 %) à 9 744 jugements. Elles représentent désormais 66,5 % des ouvertures, contre plus de 75 % pendant la période post Covid. À l'inverse, **les redressements judiciaires poursuivent leur progression (+4,2 %)** et atteignent 4 576 procédures, soit 31,2 % du total. Les **sauvegardes** restent très minoritaires avec 332 ouvertures, représentant à peine 2,3 % des jugements. Ce rééquilibrage des procédures (un tiers de redressements et deux tiers de liquidations) est un retour à la physionomie habituelle des défaillances en France.

L'amélioration est également perceptible sur le front de l'emploi. L'impact social des défaillances est important avec 50 510 emplois menacés mais il diminue de près de 3 % (soit 1490 emplois menacés en moins).

L'exception provient des procédures de sauvegarde. Elles concernent désormais **4 120 salariés**, en forte augmentation sur un an. **Une dizaine d'entreprises de plus de 100 salariés ont obtenu une sauvegarde cet été, soit deux fois plus qu'à la même période l'an dernier.** Le recours à cette procédure préventive par des entreprises de taille significative contribue ainsi à préserver l'activité et contenir les destructions d'emplois potentielles.

Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure par trimestre
(Données arrêtées au 1er octobre de chaque année)

	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	2026 T3	EVOLUTION T3 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	247	301	304	334	332	-0,6%	304
Redressements Judiciaires	2 297	3 085	4 039	4 391	4 576	+ 4,2 %	3 677
Liquidations judiciaires directes	6 978	8 513	9 738	9 858	9 744	- 1,2%	8 966
Total défaillances	9 522	11 897	14 081	14 583	14 652	+ 0,5%	12 947
Total Emplois menacés	17 460	32 970	52 670	52 000	50 510	- 1 490	41 120
Emplois menacés par entreprise	2,0	2,9	3,9	3,6	3,4	-	3,2

Microentreprises en première ligne, PME et ETI de plus de 100 salariés toujours sous surveillance.

La progression des défaillances ce trimestre est **quasi exclusivement** portée par les structures de **moins de trois salariés**. Elles totalisent **10 960 procédures**, en **augmentation de 2,9 %** sur un an. Elles concentrent toujours 75 % des procédures collectives.

Cette hausse est principalement liée à des redressements judiciaires (+8,2 %) tandis que les liquidations directes sont plus contenues (+0,9 %).

La situation s'améliore dans la plupart des autres catégories. Les entreprises de **10 à 49 salariés** signent la meilleure performance avec **un net recul des défauts**, porté par **une forte baisse des liquidations directes** (-20 % chez les entreprises de 10 à 19 salariés, et -18 % chez les 20-49).

Les défaillances de grandes PME et ETI demeurent rares mais leur impact est considérable. Au troisième trimestre 2026, **48 entreprises de 100 salariés ou plus** ont été placées en procédure collective, un niveau quasi stable par rapport à l'an dernier.

Parmi elles, 45 ont défailli en juillet ou en septembre, soit l'équivalent d'un « grand employeur » placé sous procédure chaque jour ouvré.

Près de quatre dossiers sur dix concernent des entreprises franciliennes, le plus souvent issues de **l'industrie** ou des **services aux entreprises** et installées **depuis plus de quinze ans**.

Peu nombreuses, ces sociétés concentrent néanmoins près de **20 % des emplois menacés**, soit environ 10 000 postes sur les 50 500 concernés par les procédures ouvertes cet été.

Les jeunes entreprises sont fortement exposées

Le plafond de verre pour les jeunes entreprises reste immuable. Le gros des défaillances restant porté par les sociétés de moins de 6 ans.

Les entreprises de **moins de 3 ans** enregistrent **2 148 procédures**, en hausse de **2,7 %**. Celles âgées de **3 à 5 ans** totalisent **4 046 défaillances**, une progression de 3%. Ensemble, ces jeunes structures concentrent **42 % des jugements** prononcés au cours du trimestre. Ces jeunes entreprises, contrairement à leurs aînées, enregistrent **une hausse des liquidations** judiciaires directes.

Cette situation illustre la fragilité persistante des entreprises les plus récentes, souvent insuffisamment capitalisées et plus exposées aux tensions de trésorerie.

À l'autre bout du spectre, les entreprises de **16 ans et plus** **sont également nombreuses à défaillir avec près de 3000 procédures, soit 20 % du total**. Leur situation apparaît néanmoins plus stable, avec une hausse limitée à 0,7 %.

Ces entreprises installées disposent généralement d'une activité plus structurée et d'un patrimoine leur ouvrant davantage de possibilités de restructuration. Ce qui explique chez elles une progression des redressements judiciaires (+6,1 %) mais une baisse des liquidations directes (-2,5%).

Entre ces deux extrêmes, les entreprises âgées de **6 à 15 ans résistent** mieux : procédures en recul de 2,7 % pour les sociétés de 6 à 10 ans et de -1,4 % pour celles de 11 à 15 ans. Là encore, l'amélioration est principalement portée par le recul des liquidations, tandis que les redressements continuent de progresser.

Détail des défaillances d'entreprises au 3ème trimestre 2026 dans les régions

Une France à plusieurs vitesses

L'évolution des défaillances d'entreprises au troisième trimestre 2026 révèle une géographie contrastée. Derrière la quasi-stabilité nationale, certaines régions poursuivent leur dégradation quand d'autres semblent avoir dépassé le point haut de la crise. Les écarts sont parfois importants d'un territoire à l'autre, traduisant des dynamiques économiques locales très contrastées.

La pointe Ouest du pays 'lanterne rouge'

Les **Pays de la Loire** enregistrent la plus forte dégradation régionale avec **797 défaillances**, en hausse de **18,4 %** sur un an. La persistance de cette dégradation interpelle ; la région enchaîne un troisième été consécutif de forte dégradation : 484 défaillances au troisième trimestre 2023, 575 en 2024, 673 en 2025 puis 797 en 2026. En trois ans, **le volume des procédures a ainsi bondi de près de 65 %**. La hausse de ce trimestre est portée particulièrement par la Loire-Atlantique (+25 %) et le Maine-et-Loire (+36 %).

La situation de la **Bretagne** est différente mais également compliquée. En 2025, la région faisait figure d'exception : avec la PACA, elle était la seule région métropolitaine à afficher une baisse des défaillances. Ce sursis aura été de courte durée. Les procédures repartent nettement à la hausse en 2026 pour atteindre **559 ouvertures**, soit **+11,4 % sur un an**. La dégradation est générale et concerne l'ensemble du territoire breton. Ces deux régions sont également les seules à voir progresser simultanément les ouvertures de redressements judiciaires et de liquidations judiciaires, signe d'une nette dégradation du tissu entrepreneurial.

Plusieurs grandes régions repassent dans le vert

La **Provence-Alpes-Côte d'Azur** confirme une amélioration pour la deuxième année consécutive avec **1 310 procédures** sur l'été, soit une baisse de **5,5 %**. La tendance est favorable dans la plupart des départements de la région. Seules les Alpes-Maritimes échappent au mouvement avec une hausse de 6 %.

La **Normandie** corrige un très mauvais millésime 2025. Avec 630 défaillances au troisième trimestre 2025, la région avait enregistré un niveau très élevé, en hausse de plus de 11 % sur un an. Le recul observé en 2026 (**- 11,9 %**) ramène les défaillances à **555 procédures**. La baisse est très sensible en Seine-Maritime (-21 %).

La **Nouvelle-Aquitaine** confirme l'amélioration enregistrée un an plus tôt et bascule dans le vert (**-5,3 %**) à l'issue de cet été 2026. Cependant, la Gironde franchit la barre des 500 procédures (+5 %).

L'**Occitanie** présente également une trajectoire favorable avec une baisse de **4,1 %**. Cette amélioration est toutefois ternie par l'Hérault qui inverse brutalement sa courbe. Après un excellent troisième trimestre 2025 (-10 %), le département bascule nettement dans le rouge avec une hausse de 14 % des défaillances au troisième trimestre 2026.

Le **Grand Est** (**-4,9 %**) affiche aussi un recul des défauts, notamment tiré par la Moselle (-16 %) et le Bas-Rhin (-3 %) tandis que le Haut-Rhin n'a pas pu confirmer l'embellie de l'été 2025 (-14%), dérapant cette fois de +45 %.

La **Corse** est légèrement en recul avec 87 défaillances, contre 89 un an plus tôt.

Quatre régions sur la voie de la stabilisation

L'**Île-de-France** confirme la stabilisation amorcée en 2025. Les défaillances progressent de **3,9 %**, après déjà +3 % l'an dernier. Derrière ce résultat se cache cependant de fortes disparités d'un département à l'autre. Paris corrige son dérapage de 2025 et repasse dans le vert (-12 %), après avoir franchi le seuil symbolique des 1 000 défaillances un an plus tôt. À l'inverse, les Hauts-de-Seine et surtout la Seine-Saint-Denis enregistrent des hausses particulièrement fortes, de respectivement +18 % et +44 %.

Les **Hauts-de-France** contiennent la hausse à **+4,4 %**. Le Nord demeure néanmoins un point de fragilité, enregistrant une augmentation de 6 % des défaillances, après +16 % durant l'été 2025.

L'**Auvergne-Rhône-Alpes** semble également reprendre son souffle avec une hausse limitée à **+2,2 %** après les fortes tensions aux troisièmes trimestres 2024 et 2025. Si l'Isère repasse nettement dans le vert (-8 %), le Rhône poursuit sa hausse (+5 %) et les deux départements savoyards enregistrent encore des hausses supérieures à 12 %.

L'**Outre-mer** affiche une stabilité parfaite à 508 défaillances, soit exactement le même volume qu'un an auparavant. Après plusieurs exercices en forte progression, la dynamique semble marquer le pas. La Réunion et la Martinique enregistrent de légères hausses, respectivement de 3,9 % et 4,4 %, mais sans retrouver les niveaux élevés observés en 2024.

Les commerces et services de proximité sont en première ligne !

Derrière l'apparente stabilisation des défaillances d'entreprises, le paysage sectoriel évolue sensiblement. Les secteurs qui avaient porté la hausse les années passées, notamment la construction, montrent des signes d'accalmie, tandis que les commerces et services de proximité, dépendants de la consommation des ménages, continuent de se dégrader.



Construction : enfin le reflux !

Avec 3 452 défaillances, la construction reste le premier secteur en nombre de procédures, mais elles reculent de 3,1 % par rapport à l'été 2025. Le secteur retrouve ainsi un niveau proche de celui observé en 2024.

Le **gros œuvre** affiche l'amélioration la plus rapide avec un recul de 13,1 % sur un an, à 880 procédures, porté par la performance de la **construction de maisons individuelles** (-18%) tandis que la **maçonnerie** résiste également bien (-7%). Le **second œuvre** se stabilise autour de 1 700 défaillances (-1%). Les défaillances **d'agences immobilières** baissent rapidement (-12,6%) contrairement à la **promotion immobilière** (+6,5%).



L'hôtellerie restauration devient le principal foyer de dégradation

La **restauration** franchit un nouveau seuil avec 1 694 défaillances, en hausse de près de 10 % sur un an. La tendance est particulièrement sévère pour la **restauration rapide** (+15,8 % ; 764 procédures). La **restauration traditionnelle** (+6,3 % ; 880) ne parvient toujours pas à inverser une trajectoire difficile depuis la crise sanitaire. C'est également le cas **des débits de boissons** lourdement fragilisés cet été (+13,4%), approchant désormais les 300 défauts. Mais la situation est encore plus délicate pour **l'hébergement** qui connaît une accélération des défauts de plus de 30 % soit près d'une centaine de jugements. La sinistralité s'envole pour **les hôtels** (+28%) soit une soixantaine d'établissements. Les difficultés n'épargnent pas **l'hébergement touristique de courte durée** qui compte 32 défauts soit deux fois plus qu'il y a un an.



Les services aux consommateurs sous pression

Les **coiffeurs et soins corporels** enregistrent encore plus de 420 défaillances malgré un repli sensible des défauts (-4,9%) porté par la **coiffure** (-8%). Les défauts dans les activités de **réparation** bondissent en revanche de près de 29 %. Les autres **services à la personne** ne sont guère mieux lotis (+9,2 % ; 130) notamment la **blanchisserie-teinturerie**.



Le commerce garde un visage contrasté

Les difficultés progressent encore fortement dans les **magasins multi-rayons** (+18,5 %), de **l'épicerie au supermarché** ; dans le **commerce alimentaire** (+15,3 %), principalement la **boucherie** ; et dans la **vente hors magasin** (+11 %), en particulier la **vente sur les marchés**. Les **commerces liés aux soins de la personne** sont également dans le rouge (+11 %), de **la pharmacie** à **l'optique** en passant par les **articles orthopédiques**. C'est aussi le cas des **librairies** (+10 %), des magasins de **sport** (+16 %) ou les **quincailleries** (+18 %). En revanche, le **commerce d'habillement** se redresse nettement avec une baisse de plus de 25 % des défaillances, après plusieurs années particulièrement difficiles. Le **commerce de meubles** confirme l'amélioration (-6 %) déjà observée un an plus tôt.



L'industrie retrouve des couleurs

L'**industrie manufacturière** fait partie des secteurs qui affichent les évolutions les plus favorables (558 ; -11,8 %). Les défaillances reculent dans la **métallurgie** et la **mécanique** (-25 %), en particulier en **mécanique industrielle**. Tendance positive également en **réparation-maintenance** (-18 %) et pour les activités de **l'énergie et environnement** (-16 %) notamment dans la **récupération de déchets triés**. La baisse observée dans **l'imprimerie** (-15 %) est portée par les activités de pré-presses tandis que **l'imprimerie de labeur** est nettement dans le rouge (+20 %). L'**industrie alimentaire** est moins bien orientée (+4,9 %) à la défaveur de la **boulangerie-pâtisserie** qui concentre l'essentiel des sinistres (243 ; +6 %).



Les services aux entreprises restent durablement fragilisés

Les activités de **services aux entreprises** passent au vert (-1,7%) mais demeurent à un niveau particulièrement élevé au-delà de 2000 défaillances. **Le conseil en communication et gestion** se stabilise (+1%) à près de 400 défaillances tandis que les **services d'architecture et d'ingénierie** s'améliorent rapidement (-20 %). Dans les **services administratifs**, la situation se détend fortement dans la **sécurité** (-23%), elle se stabilise dans la **propreté des bâtiments** (+1,2%) mais dérape encore dans **l'aménagement paysager** (+17%).

Le **numérique** semble également se stabiliser (+1,9%) mais la situation reste compliquée pour les logiciels applicatifs et le conseil. Dans les activités **d'information & communication** (+8 %), les tensions se concentrent dans **l'édition de livres** et périodiques et **la production de programmes pour la télévision**.



Les transports décrochent après trois années de tensions

Les défaillances d'entreprises de **transports et de la logistique** reculent légèrement à **600 procédures**, contre 610 un an plus tôt (-1,6 %). Le secteur reste toutefois à un niveau de sinistralité élevé. La tendance globale est portée par le fret (-6,1 %) en particulier **l'interurbain** (-12%). En revanche, le **transport routier de voyageurs** est en difficulté (+14,8 %) principalement pour les **taxis** (+17 %).



L'agriculture continue de se dégrader

À rebours de nombreux secteurs productifs, **l'agriculture** poursuit sa détérioration. Les défaillances atteignent **344 procédures**, contre 331 un an plus tôt (+3,9 %). La progression est moins spectaculaire que celle observée au 3e trimestre 2024 (+48 %) ou 2025 (+30 %) mais elle confirme une tendance de fond. Même si les volumes restent modestes au regard des grands secteurs économiques, cette évolution traduit la persistance des difficultés auxquelles sont confrontées de nombreuses exploitations dans un contexte de marges sous pression, d'aléas climatiques et de forte volatilité des coûts de production. **L'exploitation forestière** (+29 %), la **culture de céréales** (+24%), la **culture de la vigne** (+43 %) sont particulièrement fragilisées.



Les « autres activités » restent sous tension

Les **autres activités** signent elles-aussi un nouveau record avec **861 défaillances**, contre 837 un an plus tôt (+2,9 %). La hausse paraît modérée mais cette évolution confirme que les difficultés ne se limitent plus aux secteurs traditionnels. Elles concernent un ensemble très large d'activités de services, souvent composées de petites structures dont les modèles économiques restent fragiles. C'est notamment le cas des activités d'infirmiers (+6 %) dans la santé humaine, des **crèches** (+9 %) dans le social, des **arts du spectacle vivant** (+31%) dans le **récréatif** ou la **formation continue d'adultes** (+10%) dans l'enseignement.

Thierry Millon, Directeur des études Altares conclut :

« Entre une consommation prudente, des investissements sélectifs et un soutien budgétaire public contraint, les moteurs traditionnels de la croissance française tournent au ralenti. Dans ce contexte, la situation financière de nombreuses entreprises françaises tangue. Les tensions opérationnelles restent fortes, notamment sur la trésorerie, alors que les marges dégagées demeurent souvent insuffisantes pour reconstituer un matelas de sécurité après plusieurs années de chocs successifs. L'activité parvient à peine à résister générant insuffisamment de cash pour absorber simultanément les besoins d'exploitation, le poids de l'endettement et les investissements nécessaires à la transformation des entreprises. Dans ces conditions, le nombre des défaillances peut difficilement s'écarter des niveaux historiquement élevés. Les entreprises les plus résilientes seront celles capables de préserver leurs équilibres financiers sans renoncer à préparer leur développement futur. Un défi majeur pour ne pas dire une équation insoluble pour de très nombreuses entreprises. »

SOMMAIRE

Les ouvertures de sauvegardes, redressements judiciaires & liquidations judiciaires en France au 3^e trimestre 2026

1. Statistiques détaillées des défaillances 3^e trimestre 2026

- Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^e trimestre sur 5 ans
- **Histogramme** des défaillances sur 5 ans
- Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par tranche d'âge par nature de procédure**
- Statistiques des défaillances **par activité par nature de procédure**
- Évolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
- Les défaillances d'entreprises **de plus de 50 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 150 salariés** au cours du 3^e trimestre 2026
- Statistiques des défaillances **par région par nature de procédure**
- Carte d'évolution des défaillances d'entreprises en région au 3^e trimestre 2026

2. Annexes

- Méthodologie
- Secteurs d'activité analysés

PARTIE 1

Statistiques détaillées des défaillances

3^e trimestre 2026

Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^e trimestre sur 5 ans (Les données sont arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

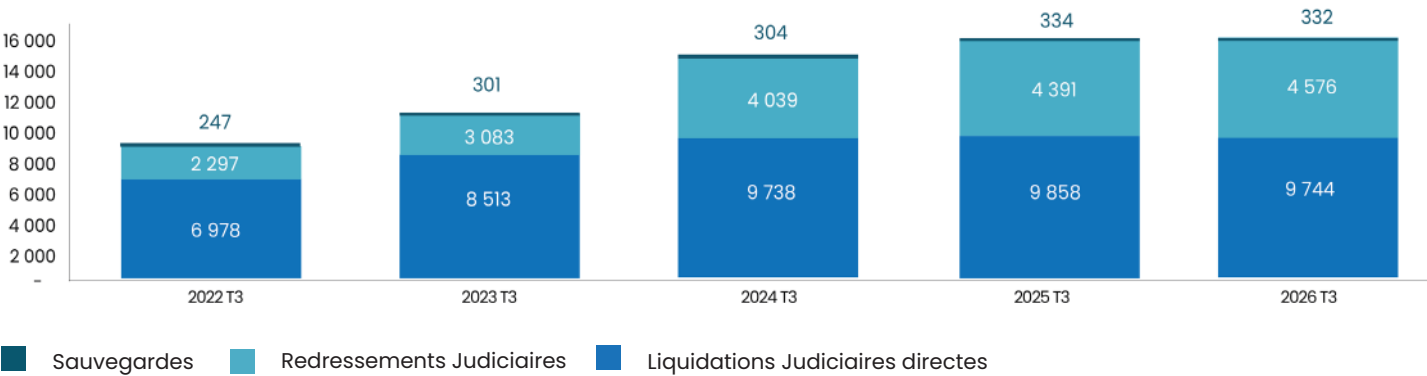
Nombre d'ouvertures	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	2026 T3	EVOLUTION T3 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	247	301	304	334	332	-0,6%	304
Redressements Judiciaires	2 297	3 083	4 039	4 391	4 576	4,2%	3 677
Liquidations Judiciaires directes	6 978	8 513	9 738	9 858	9 744	-1,2%	8 966
Total défaillances	9 522	11 897	14 081	14 583	14 652	0,5%	12 947

Taux par nature de procédure	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	2026 T3	EVOLUTION T3 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,6%	2,5%	2,2%	2,3%	2,3%	0,0%	2,3%
Redressements Judiciaires	24,1%	25,9%	28,7%	30,1%	31,2%	1,1%	28,4%
Liquidations Judiciaires directes	73,3%	71,6%	69,2%	67,6%	66,5%	-1,1%	69,3%
Taux procédure	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

Nombre d'emplois concernés	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	2026 T3	EVOLUTION T3 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2 520	2 280	2 470	2 470	4 120	1 650	2 770
Redressements Judiciaires	16 030	17 660	29 990	28 260	26 630	-1 630	23 710
Liquidations Judiciaires directes	14 610	17 330	20 250	20 920	19 760	-1 160	18 570
Total emplois menacés	17 460	32 970	52 670	52 000	50 510	-1 490	41 120

Nombre d'emplois menacés par entreprise	2022 T3	2023 T3	2024 T3	2025 T3	2026 T3	EVOLUTION T3 2026/2025	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	11,0	8,2	8,3	11,2	12,4	1,2	10,2
Redressements Judiciaires	7,6	6,3	7,7	6,4	5,8	-0,6	6,8
Liquidations Judiciaires directes	2,2	2,3	2,1	2,1	2,0	-0,1	2,1
Emplois menacés par entreprise	2,0	2,9	3,9	3,6	3,4	-0,2	3,2

Histogramme des défaillances d'entreprises sur 5 ans



Statistiques des défaillances par tranche d'effectif par nature de procédure

Tranche de salariés	2025 T3				2026 T3				Évolution 2026 T3 / 2025 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Moins de 3 salariés	156	2 780	7 720	10 656	166	3 008	7 786	10 960	2,9%	71,0%
3 à 5	47	600	1 196	1 843	41	596	1 097	1 734	-5,9%	63,3%
6 à 9	31	373	463	867	36	353	465	854	-1,5%	54,4%
10 à 19	50	344	356	750	40	353	286	679	-9,5%	42,1%
20 à 49	33	209	109	351	29	194	89	312	-11,1%	28,5%
50 à 99	12	47	10	69	10	40	15	65	-5,8%	23,1%
100 et plus	5	38	4	47	10	32	6	48	2,1%	12,5%
Total défaillances	334	4 391	9 858	14 583	332	4 576	9 744	14 652	0,5%	66,5%

Statistiques des défaillances par tranche d'âge par nature de procédure

Tranche d'âge	2025 T3				2026 T3				Évolution 2026 T3 / 2025 T3	Taux de liquidations judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
moins de 3 ans	26	447	1 618	2 091	25	478	1 645	2 148	2,7%	76,6%
3 à 5 ans	56	1 123	2 750	3 929	67	1 148	2 831	4 046	3,0%	70,0%
6 à 10 ans	90	1 152	2 518	3 760	87	1 199	2 374	3 660	-2,7%	64,9%
11 à 15 ans	49	587	1 194	1 830	40	603	1 161	1 804	-1,4%	64,4%
16 et plus	113	1 082	1 778	2 973	113	1 148	1 733	2 994	0,7%	57,9%
Total défaillances	334	4 391	9 858	14 583	332	4 576	9 744	14 652	0,5%	66,5%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure

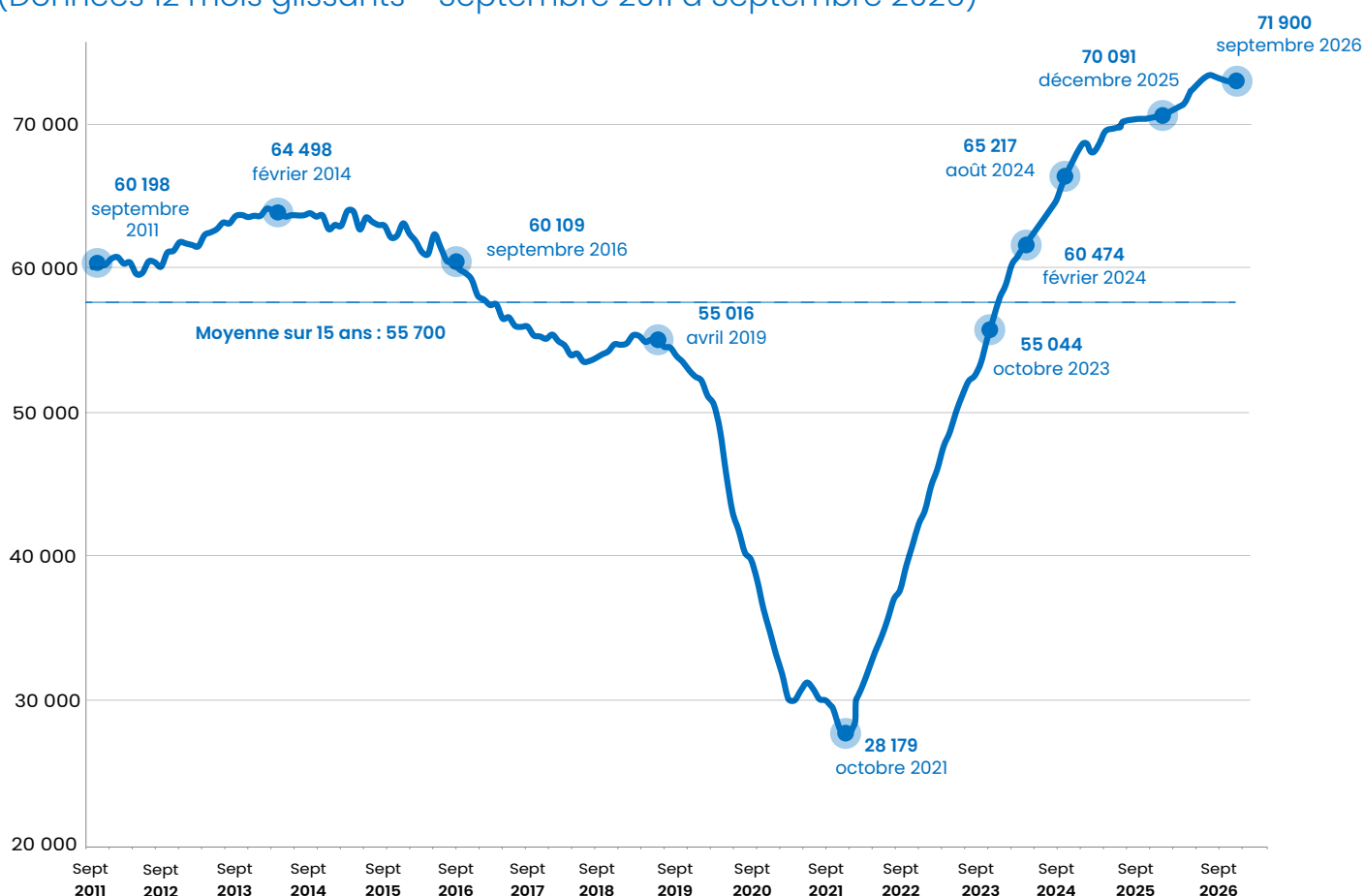
Activité		2025 T3				2026 T3				Évolution 2026 T3 /2025 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
		Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Agriculture		13	181	137	331	15	192	137	344	3,9%	39,8%
	Chasse, pêche, forêt	1	22	30	53	0	18	42	60	13,2%	70,0%
	Culture	11	92	62	165	11	112	55	178	7,9%	30,9%
	Elevage	1	67	45	113	4	62	40	106	-6,2%	37,7%
Construction		52	1 096	2 413	3 561	41	1 176	2 235	3 452	-3,1%	64,7%
Bâtiment	Gros œuvre	4	278	731	1 013	4	303	573	880	-13,1%	65,1%
	Second œuvre	10	521	1 184	1 715	5	541	1 151	1 697	-1,0%	67,8%
	Travaux Publics	1	69	107	177	5	70	106	181	2,3%	58,6%
Immobilier	Promotion immobilière	2	24	81	107	3	30	81	114	6,5%	71,1%
	Agences immobilières	8	55	144	207	2	50	129	181	-12,6%	71,3%
	Autres activités immobilières	27	149	166	342	22	182	195	399	16,7%	48,9%
Commerce		64	759	2 221	3 044	54	789	2 210	3 053	0,3%	72,4%
Commerce & réparation véhicules	Commerce & réparation véhicules	9	165	452	626	2	172	452	626	0,0%	72,2%
Commerce de détail	Magasins multi-rayons	2	57	146	205	2	74	167	243	18,5%	68,7%
	Détail alimentaire	2	58	195	255	3	60	231	294	15,3%	78,6%
	Bricolage & équipement du foyer	7	60	168	235	16	49	161	226	-3,8%	71,2%
	Sport & loisirs	4	41	60	105	0	25	69	94	-10,5%	73,4%
	Commerce d'habillement	4	46	208	258	3	40	150	193	-25,2%	77,7%
	Soin de la personne & optique	8	29	72	109	5	42	74	121	11,0%	61,2%
	vente hors magasin	2	69	236	307	2	80	260	342	11,4%	76,0%
	Carburants & combustibles	1	2	8	11	0	5	5	10	-9,1%	50,0%
	Autres commerces de détail	3	59	224	286	0	54	197	251	-12,2%	78,5%
	Commerce Interentreprises	3	21	56	80	1	25	81	107	33,8%	75,7%
	Alimentaire	9	24	75	108	5	38	63	106	-1,9%	59,4%
	Textile, habillement	1	9	41	51	0	16	19	35	-31,4%	54,3%
	Biens domestiques	3	37	70	110	4	24	72	100	-9,1%	72,0%
	Équipements informatiques & électroniques	0	13	26	39	2	6	16	24	-38,5%	66,7%
	Machines & équipements	4	27	55	86	9	31	51	91	5,8%	56,0%
	Matériaux de construction, sanitaire...	1	16	50	67	0	27	55	82	22,4%	67,1%
	Autre commerce interentreprises	1	26	79	106	0	21	87	108	1,9%	80,6%
Industrie		28	374	615	1 017	27	357	577	961	-5,5%	60,0%
Industrie agroalimentaire	Industrie alimentaire	7	139	238	384	6	132	265	403	4,9%	65,8%
	<i>Dont Produits de boulangerie-pâtisserie et pâtes</i>	4	111	176	291	4	96	200	300	3,1%	66,7%
Industrie manufacturière	Textile, habillement, cuir	1	12	47	60	0	16	37	53	-11,7%	69,8%
	Bois, matériaux de construction	0	19	34	53	4	22	33	59	11,3%	55,9%
	Imprimerie	0	13	33	46	3	14	22	39	-15,2%	56,4%
	Métallurgie, mécanique	8	58	56	122	4	37	50	91	-25,4%	54,9%
	Energie, Eau, Environnement	2	23	31	56	1	19	27	47	-16,1%	57,4%
	Réparation, maintenance	3	29	61	93	1	26	49	76	-18,3%	64,5%
	Autres industries manufacturières	7	81	115	203	8	91	94	193	-4,9%	48,7%

Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activité	2025 T3				2026 T3				Évolution 2026 T3 /2025 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	12	118	299	429	24	113	307	444	3,5%	69,1%
Services informatiques & édition de logiciels	10	91	210	311	16	80	221	317	1,9%	69,7%
Autres activités information & communication	2	27	89	118	8	33	86	127	7,6%	67,7%
Transport & logistique	12	161	437	610	3	177	420	600	-1,6%	70,0%
Transport routier de marchandises	6	95	242	343	0	105	217	322	-6,1%	67,4%
Autres activités de transport	3	16	66	85	2	15	52	69	-18,8%	75,4%
Transport routier de voyageurs	3	50	129	182	1	57	151	209	14,8%	72,2%
Activités d'assurance et financières	12	53	109	174	15	60	105	180	3,4%	58,3%
Activités financières	11	40	84	135	15	51	91	157	16,3%	58,0%
Activités d'assurance	1	13	25	39	0	9	14	23	-41,0%	60,9%
Services aux entreprises	79	666	1 331	2 076	70	619	1 351	2 040	-1,7%	66,2%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	8	101	228	337	11	98	238	347	3,0%	68,6%
Conseil en communication et gestion	8	110	269	387	9	84	298	391	1,0%	76,2%
Services d'architecture et d'ingénierie	11	92	178	281	2	64	159	225	-19,9%	70,7%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	36	101	122	259	34	108	148	290	12,0%	51,0%
Autres services administratifs aux entreprises	15	137	287	439	12	147	281	440	0,2%	63,9%
Sécurité	0	38	88	126	0	29	68	97	-23,0%	70,1%
Nettoyage de bâtiments	1	87	159	247	2	89	159	250	1,2%	63,6%
Services aux particuliers	10	129	485	624	8	171	451	630	1,0%	71,6%
Activités de réparation	2	13	44	59	1	18	57	76	28,8%	75,0%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	7	95	344	446	6	123	295	424	-4,9%	69,6%
Autres services à la personne	1	21	97	119	1	30	99	130	9,2%	76,2%
Hébergement, restauration, débits de boissons	31	574	1 275	1 880	54	650	1 383	2 087	11,0%	66,3%
Hébergement	6	22	45	73	4	36	56	96	31,5%	58,3%
Restauration	24	470	1 051	1 545	47	516	1 131	1 694	9,6%	66,8%
Dont Restauration traditionnelle	11	278	539	828	23	280	577	880	6,3%	65,6%
Dont Restauration rapide	11	177	472	660	23	218	523	764	15,8%	68,5%
Débits de boissons	1	82	179	262	3	98	196	297	13,4%	66,0%
Autres activités	21	280	536	837	21	272	568	861	2,9%	66,0%
Santé humaine & action sociale	9	124	147	280	5	114	141	260	-7,1%	54,2%
Activités récréatives	8	80	147	235	5	74	154	233	-0,9%	66,1%
Enseignement	4	58	189	251	7	57	202	266	6,0%	75,9%
Autres activités		18	53	71	4	27	71	102	43,7%	69,6%
Total défaillances	334	4 391	9 858	14 583	332	4 576	9 744	14 652	0,5%	66,5%

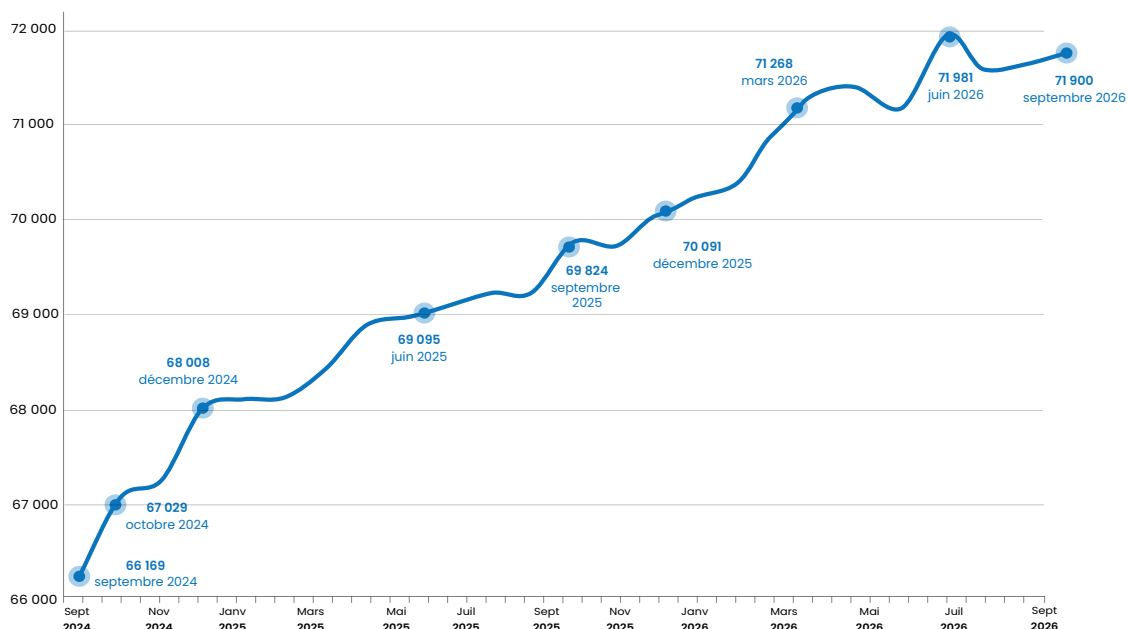
Évolution du nombre de défaillances d'entreprises en France sur 15 ans

(Données 12 mois glissants – Septembre 2011 à Septembre 2026)



Evolution des défaillances d'entreprises en France 24 mois. Ouvertures de sauvegardes, redressements, liquidations judiciaires

(Données 12 mois glissants – Septembre 2024 à Septembre 2026)



Statistiques des défaillances par région par nature de procédure

Régions	2025 T3				2026 T3				Évolution 2026 T3 / 2025 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
AUVERGNE RHONE-ALPES	49	504	1 260	1 813	36	604	1 212	1 852	2,2%	65,4%
BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	8	164	348	520	17	164	356	537	3,3%	66,3%
BRETAGNE	7	159	336	502	7	179	373	559	11,4%	66,7%
CENTRE-VAL DE LOIRE	14	207	299	520	12	213	287	512	-1,5%	56,1%
CORSE	0	43	46	89	7	38	42	87	-2,2%	48,3%
GRAND EST	31	270	637	938	25	271	596	892	-4,9%	66,8%
HAUTS-DE-FRANCE	24	306	750	1 080	12	313	803	1 128	4,4%	71,2%
ILE-DE-FRANCE	40	618	2 507	3 165	54	708	2 525	3 287	3,9%	76,8%
NORMANDIE	8	181	441	630	11	163	381	555	-11,9%	68,6%
NOUVELLE-AQUITAINE	69	469	892	1 430	52	479	823	1 354	-5,3%	60,8%
OCCITANIE	35	453	841	1 329	33	428	813	1 274	-4,1%	63,8%
PAYS DE LA LOIRE	17	233	423	673	28	282	487	797	18,4%	61,1%
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	25	585	776	1 386	30	563	717	1 310	-5,5%	54,7%
GUADELOUPE	2	23	86	111	2	25	76	103	-7,2%	73,8%
GUYANE	-	29	16	45	3	22	15	40	-11,1%	37,5%
MARTINIQUE	-	19	71	90	-	26	68	94	4,4%	72,3%
MAYOTTE	1	-	3	4	-	1	-	1	-75,0%	0,0%
RÉUNION	4	123	122	249	3	93	161	257	3,2%	62,6%
AUTRE OUTRE-MER OU ÉTRANGER OU INCONNU	-	5	4	9	-	4	9	13	44,4%	69,2%
Total défaillances	334	4 391	9 858	14 583	332	4 576	9 744	14 652	0,5%	66,5%

Les défaillances d'entreprises de 50 M€ de Chiffre d'affaires et au moins 150 salariés au 3^e trimestre 2026

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

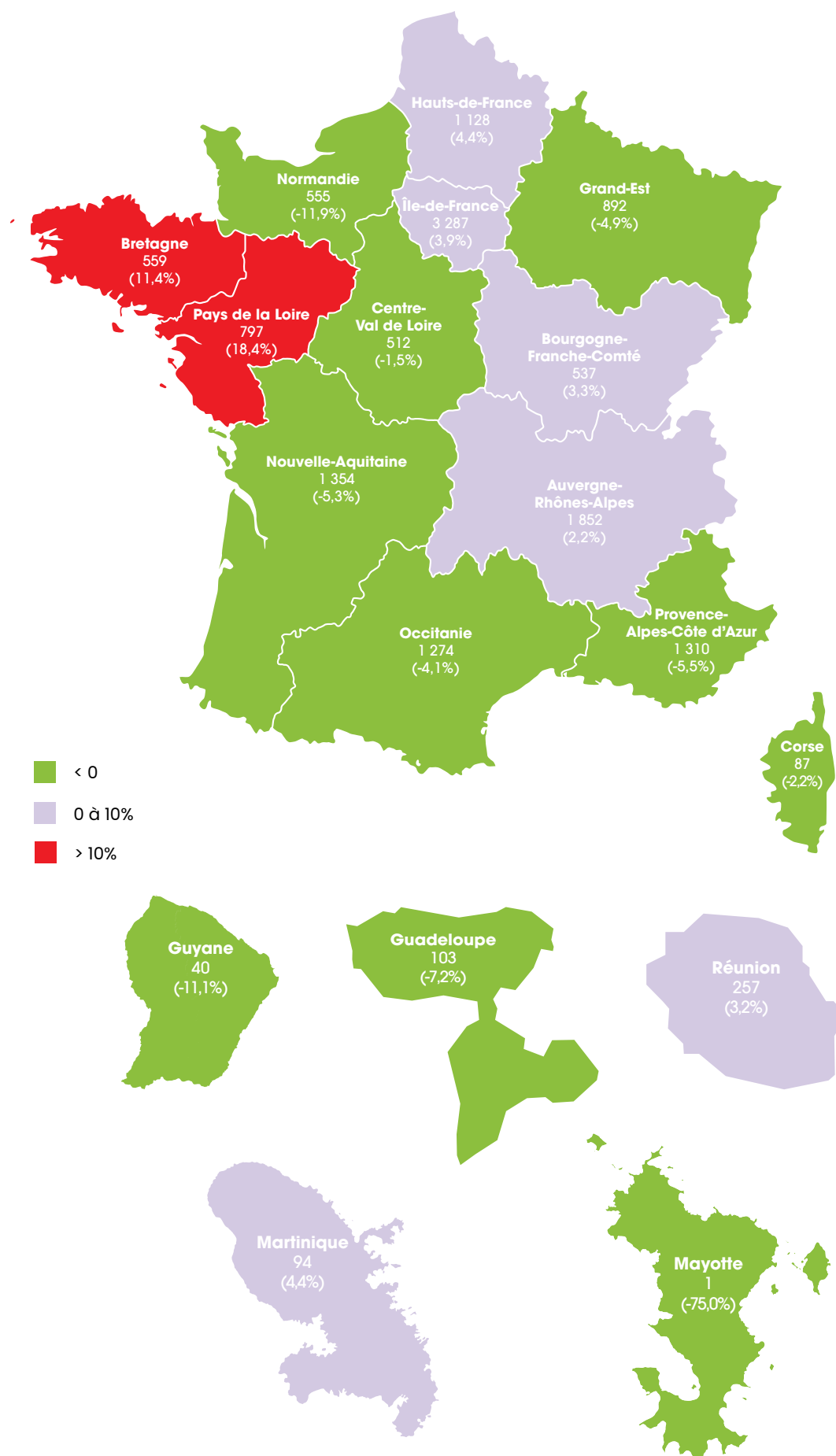
RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS DE PROCEDURE
CEGELEM	Portage salarial	8299Z	92	900	52,9	2021	Redressement judiciaire	Septembre
LAMBERET	Fabrication de carrosseries de véhicules frigorifiques	2920Z	01	750	214,2	2024	Redressement judiciaire	Juillet
LOCAPHARM	Vente et location de matériel médical pour le maintien à domicile	4774Z	36	436	55,4	2024	Redressement judiciaire	Juillet
MAURY IMPRIMEUR SA	imprimerie	1812Z	45	423	53,0	2025	Redressement judiciaire	Septembre
MOBIDECOR	Production et vente de mobilier collectif	3101Z	75	400	47,7	2021	Redressement judiciaire	Septembre
SOLUTIONS 30 ENERGIES	Déploiement réseaux télécom, fibre optique	7112B	66	332	93,3	2024	Redressement judiciaire	Juillet
SARL ISIS SECURITE	Activités de sécurité privée	8010Z	75	322	10,7	2023	Redressement judiciaire	Septembre
DUMAREY POWERGLIDE BOUTHEON	Fabrication de boîtes de vitesse poids lourds	2932Z	42	307	48,4	2024	Procédure de sauvegarde	Juillet
SERVICE INNOVATION GROUP FRANCE	Agence d'externalisation commerciale	7311Z	78	300	19,1	2024	Redressement judiciaire	Juillet
MAISONS PIERRE	Construction de maisons individuelles	4120A	77	260	195,5	2023	Procédure de sauvegarde	Septembre
Association AUDACIA	Assistance aux personnes précaires	8790B	86	250	3,6	2025	Redressement judiciaire	Septembre
AP'AIPS	Entreprise Adaptée /prestations des services	7810Z	92	210		2023	Redressement judiciaire	Septembre
C&C FRANCE	Revendeur et centre de services agréé Apple.	4741Z	33	209	100,3	2024	Redressement judiciaire	Septembre
ALLIANCE4U	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	6202A	31	200	7,0	2025	Procédure de sauvegarde accélérée	Août
OFEE (Acceen)	Conseil en recherche d'économies d'énergie	7022Z	75	181	261,9	2023	Procédure de sauvegarde	Août
SECAN SOCIETE ETUDES CONSTRUCTIONS AERONAVALES	Fabrication de pièces d'équipement pour l'aviation civile et militaire	3030Z	92	179	26,2	2025	Redressement judiciaire	Juillet

Les défaillances d'entreprises de plus de 50 M€ de Chiffre d'affaires ou plus de 150 salariés au 3^e trimestre 2026

(données non consolidées, dernier bilan disponible au moment de la défaillance)

RAISON SOCIALE	ACTIVITE	NAF	DPT	EFFECTIF	CA (M€)	ANNEE CA	PROCEDURE	MOIS PROCEDURE
ASSURED France	Préparation de véhicules, convoyage de véhicules	4520A	83	179	Non Revelable	2024	Liquidation judiciaire	Juillet
S.I.H.L. SANITATION INDUSTRIELLE ET HYGIENE DES LOCAUX	Nettoyage et multiservices	8122Z	56	175	8,4	2023	Redressement judiciaire	Juillet
FDGL FONDATION DISPENSAIRE GENERAL DE LYON	Soins de proximité et spécialisés	8621Z	69	173	13,7	2023	Procédure de sauvegarde	Septembre
MCA BUREAUTIQUE	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	6202A	92	158	24,4	2024	Redressement judiciaire	Juillet
AGINODE CONNECT SASU	Fabrication de composants télécoms cuivre et optique	2731Z	08	155	16,5	2024	Redressement judiciaire	Juillet
ETT-INTERIM	Agence de travail temporaire	7820Z	94	155	13,8	2025	Redressement judiciaire	Septembre
CYCLES LAPIERRE	Fabricant et équipementier cycliste	4649Z	21	106	113,0	2024	Redressement judiciaire	Août
NOVA	Négoce de matériel agricole	4661Z	13	100	50,4	2019	Procédure de sauvegarde	Juillet
OEMServices	Services de maintenance sur les avions	3316Z	93	95	52,4	2025	Liquidation judiciaire	Septembre
TRAVEL PLANET FRANCE	Gestion des déplacements professionnels	7911Z	06	11	92,5	2023	Redressement judiciaire	Juillet

Carte d'évolution des défaillances par région au 3^e trimestre 2026



ANNEXES

Note méthodologique

Définition de la défaillance

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal de Commerce ou d'un tribunal des affaires économiques ou d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation) ni les reprises de liquidation judiciaire (après clôture pour insuffisance d'actif). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

Statistiques de défaillances

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargées dans la base de

données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

Les sources des procédures collectées par Altares

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

Données en date de jugement

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication.

Nomenclature d'activités

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 3 janvier 2008. (Voir en annexe la distribution des secteurs d'activité et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés
AGRICULTURE	
Chasse, pêche, forêt	017 à 03
Culture	011 à 0113 et 016 sauf 0163Z
Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	
Bâtiment	412 à 43
Immobilier	411 et 68
COMMERCE	
Commerce & réparation de véhicules	45
Commerce de détail	47
Commerce de gros	46
INDUSTRIE	
Industrie agroalimentaire	10 à 12
Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	
Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 et 59 à 61 et 62 à 6312 et 6391 et 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	
Transport routier de marchandises	4941 à 4950
Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	
Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	
Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	
Activités de réparation	95
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 et 9604
Autres services à la personne	9601B et 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSONS	
Hébergement	55
Restauration	56 sauf 5630
Débits de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	
Santé humaine & action sociale	86 à 88
Activités récréatives	90 à 93
Enseignement	85
Autres activités	94 et 99

L'analyse trimestrielle

A propos d'Altares



Altares

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 La Défense
CEDEX
contact@altares.com
Tél : 01 41 37 50 00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04 72 65 15 51

Relations presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
06 62 82 71 62

Altares est l'expert de la donnée d'entreprise, créateur de solutions de pilotage et d'indicateurs de la santé économique et extra-financière des entreprises et des organismes publics, au sein de leur écosystème.

Grâce à ses outils et ses informations, Altares aide les responsables des structures privées et publiques, de toute taille et de tout secteur d'activité, à prendre sereinement des décisions éclairées.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations sur les entreprises, Altares s'appuie sur une base de données mondiale de plus de 600 millions d'entités légales (dont 11 millions en France) pour aider les acteurs économiques à se développer durablement, en intégrant, entre autres, les enjeux essentiels de conformité et de RSE.

Altares propose depuis début 2005 deux types d'analyses liées aux échanges économiques :

- **les défaillances d'entreprises en France**, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- **les retards de paiement en Europe.**

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Paris

Tour Landscape
6, Place des Degrés
CS 40344
92045 LA DEFENSE
CEDEX
France
+33 (0)1 41 37 50 00

www.altares.com

Bruxelles

Pontbeekstraat 4
1702 Dilbeek
Belgique
+32 (0)2 481 83 00

www.altares.be

www.altares.lu

Rotterdam

Otto Reuchlinweg 1032
3072 MD Rotterdam
Pays-Bas
+31 (0)10 710 95 60

www.altares.nl

Altares-D&B

Tour Landscape 6, Place des Degrés CS 40344, 92045 La Défense | Tél. : 01 41 37 50 00 |
SAS au capital de 2.404.714,02 € | RCS Nanterre B 572 014 199 | SIREN 572014199 |
TVA FR 89 572 014 199 NAF 7022Z | D-U-N-S® Number 275454064 | Email : contact@altares.com | www.altares.com